



**SECRETARIAT OF WATAF  
SECRETARIAT DU FAFOA  
SECRETARIADO DO FAFOA**

Secretary-General  
Department of Economic and Social Affairs  
Financing for Sustainable Development Office  
Two United Nations Plaza  
Room DC2-2306  
**New York, NY 10017**

N° \_\_\_022\_\_\_-2023/WATAF/SEC/CLM  
Abuja, 16 Mars 2023

Monsieur le Secrétaire général,

**Référence : Appel à contribution publique : promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'organisation des Nations Unies**

**Le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaines (FAFOA)** est un organisme regroupant les administrations fiscales des pays d'Afrique de l'Ouest. **Le FAFOA** a été porté sur les fonts baptismaux par l'adoption d'un accord par l'Assemblée générale des États membres. Il a été créé pour contribuer à l'efficacité de l'administration fiscale et améliorer la prestation de services publics en appui au développement des pays de l'Afrique de l'Ouest.

Avec un vif intérêt pour les activités des Nations Unies et les efforts du **FAFOA** pour rassembler les parties prenantes, en utilisant la fiscalité comme un outil pour l'amélioration de la situation économique et le développement, le **FAFOA** exprime son soutien à la Résolution A/RES/77/244 adoptée par l'Assemblée générale le 30 décembre 2022, sur la Promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'Organisation des Nations Unies.

Nous saluons les efforts déployés par le Bureau du Secrétaire général visant à inclure les questions de fiscalité internationale dans l'agenda politique de haut niveau des Nations unies et à garantir l'inclusivité et l'efficacité de la coopération fiscale internationale, en particulier dans la formulation des règles fiscales internationales. Nous notons que cela aidera les économies en développement à mobiliser des ressources fiscales pour financer le développement et atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Sur la base de ce qui précède, le **FAFOA** propose ce qui suit :

1. Structure de gouvernance : Il est nécessaire de mettre en place une structure de gouvernance (qui pourrait être similaire au Comité des affaires fiscales (CAF) de l'OCDE ou au Cadre inclusif sur le BEPS) qui rassemblera et coordonnera les activités et les projets liés à la fiscalité. La base des membres de la structure de

gouvernance devrait refléter tous les niveaux de développement et les diversités régionales, avec des chances égales d'adhésion et une égalité dans la prise de décision, afin d'assurer la légitimité. La prise de décision devrait se faire par consensus. La nouvelle structure de gouvernance devrait avoir des rôles et des responsabilités plus importants que l'actuel Comité d'experts des Nations unies sur la coopération internationale en matière fiscale.

2. **Légitimité de la structure de gouvernance** : Contrairement à la structure actuelle du Comité d'experts des Nations unies sur la coopération internationale en matière fiscale, dont les membres participent à titre personnel, la nouvelle structure de gouvernance devrait être un organe subsidiaire intergouvernemental du Conseil économique et social (ECOSOC). Cela garantirait que les décisions de l'organe sont légitimes et qu'elles reflètent les points de vue et la position des gouvernements respectifs.
3. **Constitution de Groupes de travail** : Nous suggérons que la structure de gouvernance mette en place des groupes de travail subsidiaires pour superviser les domaines thématiques, tels que les conventions fiscales, les prix de transfert, l'échange de renseignements, etc. En raison de l'effet néfaste des flux financiers illicites (FFI) sur l'économie des pays en développement, nous suggérons qu'un groupe de travail soit spécifiquement créé pour élaborer des règles mondiales visant à lutter contre les FFI. Un groupe de travail axé sur les secteurs des industries extractives serait également le bienvenu. Les sous-comités existants du Comité fiscal des Nations unies pourraient être élargis et renforcés en termes de composition, de mandat et de financement afin de se métamorphoser en groupes de travail.
4. **L'un des facteurs clés de succès de cette nouvelle initiative est le financement**. Des ressources devraient être fournies pour permettre à la structure de réaliser son mandat. Cela devrait inclure le fonctionnement d'un secrétariat fonctionnel et efficace pour servir de salle des machines de l'organisme.
5. **Révision des instruments et règles existants en matière de fiscalité internationale** : L'un des principaux domaines d'action de la nouvelle initiative devrait être la révision des règles fiscales internationales et des instruments multilatéraux existants afin de garantir une répartition équitable des ressources entre les pays membres, la simplicité, l'attrait mondial et l'efficacité dans la lutte contre la menace mondiale. En particulier, la solution à deux piliers du cadre inclusif OCDE/G20 qui est actuellement en cours d'élaboration est un domaine dans lequel nous estimons que les intérêts de nos membres et ceux des pays en développement en général ne sont pas protégés.
6. **Renforcement des capacités** : L'inclusivité ne devrait pas seulement se traduire en termes de participation, mais aussi en termes d'efficacité de la participation. Les juridictions en développement et à faible capacité devraient bénéficier d'une aide au renforcement des capacités afin de garantir leur efficacité dans la participation au discours mondial sur la coopération fiscale.

7. **Priorité des travaux :** Nous suggérons que la priorité soit donnée aux projets ou initiatives d'intérêt mondial, c'est-à-dire à ceux qui profiteront à un plus grand nombre de juridictions, plutôt qu'à un petit nombre dans une catégorie particulière de développement. À cet égard, nous suggérons également que la priorité soit donnée à la simplicité dans la conception des règles, afin de garantir qu'un plus grand nombre de juridictions soient en mesure de mettre en œuvre les résultats des projets.
8. **Statut d'observateur pour les organismes régionaux :** Dans le cadre de la promotion de l'inclusivité, nous suggérons également que le **FAFOA** et d'autres organismes régionaux similaires se voient accorder un statut d'observateur au sein de la structure de gouvernance ou des groupes de travail. Cela permettra une représentation équitable, en particulier pour les petites juridictions qui n'ont pas la capacité ou les ressources nécessaires pour une participation efficace.

Nous adressons nos sincères remerciements au Bureau du Secrétaire général de nous avoir donné l'occasion de contribuer à la mise en œuvre de la Résolution des Nations unies.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments distingués.



**Babatunde Oladapo**  
Secrétaire Exécutif du FAFOA



**SECRETARIAT OF WATAF  
SECRETARIAT DU FAFOA  
SECRETARIADO DO FAFOA**

Secretary-General  
Department of Economic and Social Affairs  
Financing for Sustainable Development Office  
Two United Nations Plaza  
Room DC2-2306  
**New York, NY 10017**

N° \_\_\_022\_\_\_-2023/WATAF/SEC/TCD  
Abuja, 16 March, 2023

Dear Secretary-General,

**Reference: Public input “Promotion of inclusive and effective tax cooperation at the United Nations**

**The West African Tax Administration Forum (WATAF)** is a body of tax administrations of the West African countries. **WATAF** was established through the adoption of an agreement by the General Assembly of member states. It was created to contribute to the efficacy of tax administration and improve public service delivery in support of the development of countries in West Africa.

With a keen interest in the activities of the UN and the efforts of **WATAF** towards bringing stakeholders together, using tax as a tool for economic enhancement and development, **WATAF** declares its support for resolution "A/RES/77/244" adopted by the General Assembly on 30 December, 2022, on the promotion of inclusive and effective international tax cooperation at the United Nations.

We commend the efforts of the Office of the Secretary General towards including international taxation issues within the UN high-level political agenda, and ensuring inclusiveness and effectiveness of international tax cooperation, especially in formulating international tax rules. This we note will assist developing economies in mobilising resources from taxes, to achieve financing for development and the sustainable development goals (SDGs).

On the strength of the above, **WATAF** suggests the following:

1. Governance Structure: There is a need to set up a governance structure (which may be similar to the OECD's CFA or Inclusive Framework on BEPS) that will pull together and coordinate tax related activities and projects. The membership base of the governance structure should reflect all level of developments and regional diversities, with equal opportunities for membership, and equality in decision making, in order to command legitimacy. Decision making should be by consensus. The new governance structure should command greater roles and

responsibilities above the existing United Nations Committee of Experts on International Cooperation in Tax Matters

2. Legitimacy of the governance structure: As opposed to the existing structure of the United Nations Committee of Experts on International Cooperation in Tax Matters, where member's participation is on personal capacity, the new governance structure should be an Intergovernmental Subsidiary body of the Economic and Social Council (ECOSOC). This will ensure that the decisions of the body command legitimacy and those decisions reflect the views and position of respective governments.
3. Set up of Working Groups: We suggest that governance structure should set up subsidiary working groups to oversee thematic areas, such as tax treaties, transfer pricing, exchange of information etc. due to the damaging effect of illicit financial flow (IFF) on the economy of developing countries, we suggest that a working group is specifically created to develop global rules to combat IFF. A working group focusing on the extractive sectors will also be welcomed. The existing Subcommittees of the UN Tax Committee may be expanded and strengthened in terms of membership, mandate and funding to metamorphose into the working groups.
4. One of the key success factor of this new initiative is funding. Resources should be provided to enable the structure achieve its mandate. This should include the running of a functional and effective Secretariat to serve as the engine room of the body.
5. Review of existing instruments and rules in international taxation: One of the key areas of focus of the new initiative should be the review of the existing international tax rules and multilateral instruments to ensure their fair allocation of resources among member countries, simplicity, global appeal and effectiveness in combating global menace. Particularly, the OECD/G20 Inclusive Framework two-pillar solution that is presently being developed is one area that we are of the view that the interest of our members and that of developing countries generally are not being protected.
6. Capacity Building: Inclusiveness should not only be in terms of participation but effectiveness of participation. Developing and low capacity jurisdictions should be assisted in capacity building in order to ensure their effectiveness in participating in global discourse on tax cooperation.
7. Priority of work: We suggest that priority should be given to projects or initiatives with global appeal, i.e. those that will be of benefits to greater number of jurisdictions, rather than few in a particular class of development. In this regard, we also suggest that priority should be given to simplicity in rule designs, to ensure that larger number of jurisdictions are able to implement project outcomes.
8. Observer status for regional bodies: In the promotion of inclusiveness, we further suggest that **WATAF** and other similar relevant regional bodies be granted an observer status in the governance structure or working groups. This will provide

fair representation, especially for small jurisdictions that lack the capacity or resources for effective participation.

We thank the Office of the Secretary General for the opportunity to provide our inputs into the implementation of the UN Resolution.

Yours Sincerely,



Babatunde Oladapo  
Executive Secretary, WATAF